



La tension monte encore d'un cran pour l'Hôpital Riviera-Chablais, dont la direction est contestée

Les syndicats réclament des têtes



Les critiques pleuvent sur la direction de l'Hôpital de Rennaz.
Keystone

« **RAPHAËL BESSON**

Soins » En pleine tourmente financière, alors que la droite vaudoise dépose une demande de commission d'enquête parlementaire (CEP), la tension pour l'Hôpital Riviera-Chablais franchit encore un degré supplémentaire. Les quatre syndicats actifs à Rennaz déplorent que le dialogue avec la direction « n'existe plus ». Après avoir rencontré durant une heure et demie les conseillers d'Etat Rebecca Ruiz (VD) et Esther Waeber-Kalbermatten (VS), ils

demandent un renouvellement « immédiat de la direction ». L'hôpital rétorque qu'il remplit parfaitement son rôle médico-soignant et que la qualité de ses soins a été saluée lors de la pandémie de Covid-19. Il conteste la fin du dialogue et compte rencontrer bientôt les représentants du personnel.

« Il y a de fait une rupture de négociations, une rupture du partenariat social avec la direction », commente Beatriz Rosende. Accompagnée de collègues, la secrétaire centrale du

Syndicat des services publics (SSP) s'est entretenue avec les deux ministres cantonales de la Santé afin de leur faire part de leurs positions et revendications.

Manœuvres dénoncées

La syndicaliste dénonce des manœuvres de la direction. Elle mentionne le fait que certaines personnes se voient proposer des nouveaux emplois qu'elles ne peuvent pas refuser: « C'est à prendre ou à laisser », relève-t-elle. Elle pointe du doigt également des pressions



CANTON DU VALAIS
KANTON WALLIS

pour des départs en préretraite. «Il y a une fuite en avant et un durcissement.»

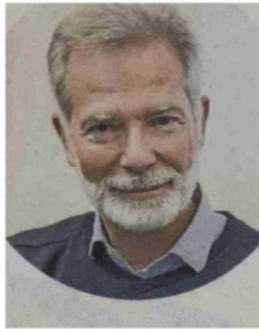
Dans un communiqué en soirée, la direction et le Conseil d'établissement ont dit «leur attachement à un vrai dialogue social constructif». Ils regrettent les termes «excessifs et vindicatifs» des syndicats. Ces formules «ne peuvent que contribuer à affaiblir l'institution au moment où contrairement elle doit faire corps».

L'hôpital refuse de répondre aux autres attaques en lien avec les procédures en cours. «Le Conseil d'établissement et la direction générale se sont fixé eux-mêmes comme règle de ne pas intervenir publiquement sur les sujets qui touchent au périmètre des audits en cours.» Les audits sont menés par les auditeurs et non pas en parallèle en public où chaque élément peut être interprété à dessein.

Sonnette d'alarme tirée

La direction martèle sa position. «Tous les hôpitaux suisses ont subi une forte baisse de leur activité. Il est vrai que les problèmes financiers de l'HRC, s'ils sont exploités par certains concurrents ou détracteurs, peuvent avoir un impact sur la confiance dans la qualité des soins. Or celle-ci n'est pas en cause.»

Côté syndical, on tire pourtant avec force la sonnette d'alarme. Beatriz Rosende s'interroge sur le sort de l'hôpital «si l'on ne rétablit pas rapidement la confiance. La gestion même de l'établissement doit être revue par d'autres personnes,



«Ce qui est problématique, c'est le modèle de gouvernance et le coût»

Philippe Eggimann

C'est une spirale descendante: avec le départ de nombreux médecins et de leur patientèle, la réputation de l'hôpital s'est péjorée de mois en mois.»

Rebecca Ruiz répond de manière laconique: «Nous avons pu prendre note des différentes revendications à l'égard de la direction. Les deux départements resteront très attentifs à la situation.»

Commission d'enquête

La droite vaudoise (PLR, UDC et Vert libéraux) a déposé hier sa demande d'une commission d'enquête parlementaire. Outre des analyses financières et de gouvernance, un examen approfondi des coûts de construction est indispensable. L'analyse politique doit porter sur la façon dont les différents organes de surveillance du Grand Conseil ont pu être désinformés de la situation réelle, résumant les demandeurs.

Vice-président du PLR, Alexandre Berthoud réfute toute possible détérioration des

performances de l'HRC à cause d'une CEP qui doit encore être votée par le Grand Conseil. «La CEP s'interroge sur les raisons politiques. Je ne peux pas vous dire si la direction de l'hôpital ou le Conseil d'établissement doivent changer puisque la lumière n'est pas faite sur ce qui s'est passé», note-t-il

A gauche, l'analyse diffère. «Je constate effectivement que l'HRC vit une crise importante et que la direction ne semble pas en prendre la mesure», déclare Jessica Jaccoud. La présidente du Parti socialiste ne voit pas en quoi une CEP, qui va prendre des mois ou peut-être des années, permettrait de remédier aux défis que l'hôpital doit affronter immédiatement: «Je lance un appel à la direction et au Conseil d'établissement afin qu'ils prennent les mesures drastiques pour rétablir la confiance avec la population.»

Pour Philippe Eggimann, président de la Société vaudoise de médecine (SVM), «tout le monde salue le travail du personnel de l'HRC. Personne ne remet ça en cause. Ce qui est problématique, c'est le modèle de gouvernance et le coût.» A ses yeux, l'établissement de Rennaz s'est progressivement coupé de sa région et de son corps médical.

Pour mémoire, à la mi-mai, les députés vaudois ont accepté, à l'unanimité, mais très en colère, une garantie d'emprunt complémentaire de 60 millions de francs pour assurer le paiement des salaires du personnel. Le déficit prévu pour 2019 était de 6 millions mais atteint au final près de 18 millions. Près de 17 millions de déficit sont prévus pour cette année sans tenir compte des frais de Covid-19. »